

Goncourt 2024 : □ sera-ce le pro-France Kamel Daoud, □ honni par le pouvoir algérien et LFI ?

écrit par Jacques Martinez | 4 novembre 2024

Marine, gare à Retailleau ! - Résistance Républicaine

 **Le Point**

 [Mon compte](#) ▾

Publié le 03/11/2024 à 12h53



P Kamel Daoud : « On m'attaque car je ne suis ni communiste, ni décolonial encarté, ni antifrançais »

INTERVIEW. L'écrivain et chroniqueur du « Point » publie son deuxième roman, « Houris » (Gallimard), un monument littéraire qui brise enfin le tabou de la guerre civile algérienne.

Propos recueillis par François-Guillaume Lorrain et Valérie Toranian

Publié le 08/08/2024 à 06h30



En 400 pages violentes et poétiques, il se livre sur l'Algérie de son passé, sur la France d'aujourd'hui, mais aussi sur Gaza, l'antisémitisme ou le combat des femmes.

L'un des quatre finalistes du Goncourt 2024 décerné ce lundi midi, Kamel Daoud se qualifie lui-même de « ni communiste, ni décolonial encarté, ni antifrançais » ! Il est d'ailleurs naturalisé français depuis 2020. ☐Voilà qu'elles sont, selon l'intéressé lui-même, les raisons pour lesquelles, malgré le succès qu'il rencontre sur les deux rives, nord et sud, de la Méditerranée, il est attaqué tant par le pouvoir algérie que par certains Français. Des Français qui ont les yeux et l'intellect tournés -à l'image de notre Macron finissant-vers la gauche et vers ces « sympathiques » autorités algériennes...☐

D'ailleurs, ces autorités algériennes vont-elles influencer directement ou indirectement et donc, dans un sens comme dans l'autre, pour ou contre Daoud, ce lundi midi, dans le choix des dix membres du jury du Goncourt réuni, comme le veut la tradition dans le restaurant parisien Drouant ? ☐C'est peu probable. Ce jury n'ayant jamais subi les influences venant de l'extérieur.

Il se dit qu'Alger n'apprécie vraiment pas Kamel Daoud, finaliste du Goncourt et du Renaudo, et encore moins son

livre « Houris ».

Toujours est-il que les autorités algériennes sont vent debout contre ce roman car celui-ci revient sur « la décennie noire » (1992-2002) au cours de laquelle elles ont combattu les islamistes sans la moindre faiblesse, et plus précisément les islamistes du FIS, le Front Islamique du Salut. Et cela n'a pas été sans mal : 150 000 morts, 1 million de personnes déplacées et des dégâts chiffrés à quelque 20 milliards d'euros !

Pour cette « décennie noire » (dont, en revanche, la France devrait suivre le modèle contre les islamistes installés actuellement sur notre territoire au lieu de les laisser prospérer clandestinement), **ces mêmes autorités algériennes ont imposé à leurs citoyens une loi censurant cette période** ! Ainsi, toute personne rappelant, comme le fait Kamel Daoud dans « Houris », cette période et l'action du FIS dont les candidats aux élections auraient pu arriver au pouvoir en Algérie, risque d'être poursuivi par la justice, comme le précise [Le Point](#) :

« En exergue de son roman, (...) Daoud prend les devants et affranchit ses lecteurs, citant en exergue l'article 46 de la loi instaurée en 2005 par les autorités algériennes, ou « charte pour la paix et la réconciliation nationale » : « Est puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans et d'une amende de 250 000 DA à 500 000 DA »... [NDLR : de 1 737 € à 3 474€] ...« quiconque, par ses déclarations, écrits ou tout autre acte, utilise ou instrumentalise les blessures de la tragédie nationale pour porter atteinte aux institutions de la République algérienne démocratique et populaire, fragiliser l'État, nuire à l'honorabilité de ses agents qui l'ont dignement servie, ou ternir l'image de l'Algérie sur le plan international. Les poursuites pénales sont engagées d'office par le ministère public. En cas de récidive, la peine prévue au présent article est portée au double. »

Et Le Point, sous la plume de Benoît Delmas, ajoute cette

judicieuse remarque :

« Une sorte de wokisme à usage unique. Seul le pouvoir peut évoquer cette tragédie, l'agitant généralement comme un épouvantail avant les élections, car, sans lui, ce sera de nouveau le sang, le chaos et l'absence de miséricorde. Le régime algérien, qui sait monnayer la rente mémorielle lorsqu'il s'agit de la guerre d'indépendance, a coulé une chape de plomb sur l'autre guerre sans nom. »

Ces autorités algériennes exigent donc de la France, l'inexigible pour ce qu'elles appellent les conséquences de la « guerre d'Algérie » qui n'a jamais été une « guerre » puisqu'il n'y avait pas d'armée algérienne combattant face à face contre l'armée française mais des terroristes en civil pour mieux se cacher parmi la population et n'hésitant pas à assassiner, au hasard, femmes et enfants désarmés et dont le seul tort a été d'être de type... « européen » !

□ *« On aurait pu imaginer que l'Algérie serait heureuse que l'un de ses compatriotes conquière une audience considérable (sans parler des traductions en cours), moissonne une exceptionnelle récolte de critiques élogieuses. Un État soucieux de mettre en avant ses talents l'aurait enrégimenté dans le récit national. Eh bien, non. « Houris » tombe sous le coup de la loi et son auteur est passible d'emprisonnement pour son roman. »*

Un régime algérien intraitable avec ceux qui ne pensent pas comme lui.

□ Mais, en revanche, un régime algérien qui n'a rien trouvé à redire d'une réélection qui a frôlé l'exploit des 100% ! Celle de son président sortant Abdelmadjid Tebboune réélu le 7 septembre dernier avec un score de 94,65% des voix !!! Rectifié, tout de même, à 84,3 % lors de l'annonce au bout d'une semaine, le 14 septembre, des résultats définitifs. Cela n'avait d'ailleurs pas empêché notre président de s'empresser de féliciter, dès le 7 au soir -et avant même la fin du scrutin !- le sortant pour sa réélection en lui

adressant « ses plus vives félicitations et ses meilleurs vœux de succès » !

□Je n'ai pas encore lu ce roman mais je pense que, si ce lundi midi, j'entends que le jury du Goncourt et Renaudot a choisi « Houris » de Kamel Daoud, j'en serai ravi...

□Ravi tant en raison de la colère qui envahira les autorités algériennes mais aussi... ravi du mécontentement de tous ceux qui, en France, seront chagrinés ! Donc nombre de nos compatriotes du plus haut avec Macron au plus bas avec les partisans LFIstes -comme islamistes- ! □À savoir tous les thuriféraires -qui, selon l'étymologie de ce mot, « portent l'encens de... »-, en l'occurrence, tous ceux qui soutiennent ou, plus simplement, ne combattent pas l'islamisme dont les terroristes du Hamas.

Jacques MARTINEZ, journaliste, □à RTL, de stagiaire à chef d'édition des informations de nuit (1967-2001), pigiste à l'AFP, le FIGARO, le PARISIEN...